

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874

CONTINUÉ DE 1923 à 1948

par

par

ÉDOUARD CLUNET

ANDRÉ-PRUDHOMME

Rédacteur en Chef :

BERTHOLD GOLDMAN

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Dijon

Publié avec le concours du

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sous le haut patronage de

- M. ANCEL**, Conseiller à la Cour de Cassation.
S. BASTID, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
R. DROUILLAT, Président du Tribunal de grande instance de la Seine.
J. HAMEL, Membre de l'Institut, Doyen de la Faculté de Droit de Paris.
P. LEPAULLE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
P. LOUIS-LUCAS, Professeur à la Faculté de Droit de Dijon, Doyen honoraire.
M. MARTIN, Maître des Requêtes au Conseil d'État.
J. MAURY, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Toulouse.
J. MIHURA, Président honoraire à la Cour de Cassation.
M. PICARD, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.
P. ROUBIER, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Lyon, Correspondant de l'Institut.
G. SCELLE, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.

Secrétaire de la Rédaction

Paule CHARDENON

Docteur en Droit

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

ÉDITIONS TECHNIQUES S. A.

Distributeur général

131, Boulevard St-Germain

P A R I S (VI^e)

1959

SOMMAIRE

1959 (86^e année). — 2^e livraison. — Avril, Mai, Juin.

Doctrines.

Le statut international de la République Démocratique allemande, par Roger PINTO 312

Jurisprudence.

Bulletin de jurisprudence française, par J.-D. BREDIN, R. PINTO et A. PONSARD 426

Acte juridique, autonomie de la volonté (430). — Cession de territoire, Constitution française de 1946, consultation de la population non détachable de la procédure de ratification, régularité, compétence du Parlement (426). — Constitution française de 1946 (V. Cession de territoire). — Divorce (V. Jugements étrangers). — Fondation étrangère, reconnaissance en France, droit d'acquérir des biens à titre gratuit (430). — Jugements étrangers, divorce, loi du domicile commun, renvoi à la loi nationale du mari (454). — Loi étrangère, interprétation, application (430). — Ordre public, divorce à l'étranger (454). — Succession immobilière, loi de la situation des biens (430). — Testament, legs d'immeuble, révocation, loi d'autonomie (430).

Chronique de jurisprudence française, par J. B. SIALELLI 462

Contrats, loi applicable (468). — Divorce, mari italien, femme française, loi du domicile commun, demande du mari recevable (466). — Étrangers (Condition des), baux commerciaux, Chinois, assimilation (non) (464). — Mariage, à l'étranger, forme, validité (466). — Nationalité, établissement à l'étranger, circonstances à retenir (464), naturalisation, retrait (462). — Traité franco-chinois du 28 février 1946, assimilation (non) (464).

Bulletin de jurisprudence néerlandaise, par R. D. KOLLEWIJN .. 472

Aliments, enfant adultérin étranger, désaveu par le mari de la mère antérieur à l'action contre le père néerlandais, loi applicable, prescription (496), enfant et père étrangers, loi

nationale de l'enfant, renvoi à la loi de la mère (498), enfant naturel étranger, père néerlandais, loi néerlandaise (496), enfant naturel étranger, père néerlandais, loi applicable à l'action et à la prescription (494), pension alimentaire, à la femme divorcée, jugement indonésien, conditions de modification (492). — Commissions rogatoires, convention anglo-néerlandaise (508). — Compétence juridictionnelle, Convention belgo-néerlandaise de 1925 (508). — Contrat de travail, exécution au Surinam, inapplicabilité des dispositions néerlandaises (504), loi indonésienne, exécution en Indonésie, incompétence du juge néerlandais (504). — Divorce, époux polonais, Convention de La Haye de 1902, cumul des conditions (486), prononcé à l'étranger, causes inconnues de la loi néerlandaise, non reconnaissance (478), prononcé à l'étranger, époux de nationalité différente, reconnaissance, loi du dernier domicile commun (482), prononcé à l'étranger, loi applicable (484), prononcé à l'étranger selon la loi étrangère, double nationalité de la femme, non reconnaissance (478). — Droits réels, meubles, *lex rei sitae* (500). — Filiation naturelle, reconnaissance selon le droit néerlandais, *Anerkennung* antérieur de droit allemand, effets sur la légitimation (492). — Interdiction, Néerlandais domicilié à l'étranger, compétence (474). — Jugements étrangers, Convention de La Haye de 1905, Convention néerland-belge de 1925 (508). — Mariage, annulation à l'étranger, loi étrangère applicable, reconnaissance aux Pays-Bas (476), conditions de fond, prohibition édictée par la loi étrangère applicable, Convention de La Haye relative aux conflits de lois en matière de mariage (474). — Minorité, tutelle organisée en Indonésie, modification demandée aux Pays-Bas, transfert de souveraineté, conséquences (472). — Régime matrimonial, époux de nationalité différente, loi personnelle du mari (500). — Répudiation, mariage selon le droit iranien, reconnaissance (490). — Responsabilité civile, acte illicite à l'étranger, parties néerlandaises, dommages-intérêts, loi applicable (506), condamnation étrangère, à dommages-intérêts, pouvoir du juge néerlandais (504). — Séparation de corps, époux allemands, loi personnelle n'admettant que le divorce, refus de prononcer la séparation (488), époux chinois, loi personnelle n'admettant que le divorce, domicile conjugal aux Pays-Bas, pouvoir de prononcer la séparation (486). — *Spoliations, action en restitution de l'Etat belge, déclara-*

tion interalliée de 1943, loi belge applicable. — Valeurs mobilières, — néerlandaises au porteur en Tchécoslovaquie, prescription acquisitive, reconnaissance (502).

Bulletin de jurisprudence yougoslave, par K. STOYANOVITCH 512

Acte juridique, forme, procuration établie à l'étranger, conditions de validité (516). — Conflits de juridictions, ressortissants étrangers, divorce (528). — Contrôle des changes, ordre public international, nullité de la garantie souscrite pour un étranger sans autorisation de l'Office des changes (520). — Etrangers (Condition des), allocations familiales (516), procédure pénale, interprète, exercice de la profession d'avocat par un étranger (512). — Immunité de juridiction, préposé d'une représentation diplomatique étrangère (524). — Ordre public (V. Contrôle des changes).

Documents

Constitution française du 4 octobre 1958 530

EURATOM :

Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) 534

Bibliographie et Revue des revues 606

Informations 628

